

Crise mondiale des réfugiés

Dossier spécial de la CSI
Juin 2016

Partout dans le monde, des gouvernements cherchent à éviter la responsabilité d'accueillir des réfugiés. Les syndicats, eux, disent aux réfugiés 'ils sont les bienvenus

Le monde est confronté à la crise des réfugiés la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, mais les gouvernements les plus riches ont oublié leur histoire. Plus de 60 millions de personnes fuient la guerre, la terreur et la plus grande pauvreté.

Alors que 80 % des personnes déplacées restent dans les pays en développement, l'Europe et d'autres pays du G20 ne ménagent pas leurs efforts pour réduire au minimum le nombre de réfugiés qui arrivent chez eux. À l'exception de l'Allemagne et de la Suède, nous assistons à la construction de murs et à la mise en place d'opérations militaires aux frontières pour empêcher des êtres humains désespérés de venir vivre en lieu sûr. Aux États-Unis, au Canada et en Australie, les gouvernements ont proposé d'accueillir un nombre minimum de réfugiés syriens tandis qu'une insensibilité croissante s'accommode de la logique de renvoyer tous les autres.

Il est certes nécessaire de renforcer l'assistance à des pays comme la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Liban et la Turquie ; la générosité des citoyens qui ouvrent leurs portes et leurs communautés pour accueillir les réfugiés couvre d'ailleurs les gouvernements de honte. Mais payer la Turquie pour qu'elle empêche les réfugiés de venir en Europe n'est pas une solution acceptable et ne le sera jamais. Il s'agit d'une violation des droits humains fondamentaux.

Les personnes ne sont pas des marchandises échangeables.

Il ne peut y avoir d'intégration sans réinstallation. Nous exhortons les gouvernements européens à reprendre les discussions sur l'intégration et la réinstallation au lieu de dépenser toute leur énergie à fermer leurs portes. La responsabilité à l'égard des réfugiés n'est pas négociable.

L'accord européen conclu avec la Turquie n'est qu'une tentative hypocrite de se soustraire aux obligations internationales. De la même manière, cet accord refuse de reconnaître l'histoire du siècle dernier, lorsque les réfugiés européens étaient accueillis parmi les travailleurs de nombreuses nations, ce qui a permis, grâce au pacte social, de développer l'emploi et de faire prospérer les économies.

De nombreux pays, y compris en Europe, ont besoin de travailleurs pour faire face au vieillissement de leur population. Les compétences et les revenus que les réfugiés peuvent apporter aux pays d'accueil et les investissements réalisés pour les soutenir stimulent la croissance économique et la création d'emplois, au profit des réfugiés comme des populations locales. Mais cela nécessite des investissements. Il est temps que les dirigeants prêtent plus attention à l'état de l'économie ; les employeurs et les syndicats s'accordent à dire que les migrants et les réfugiés représentent une partie de la solution.

Mais au centre de la crise, il y a des personnes. La CSI et la CES sont indignées face au manque d'unité et d'humanité des politiques menées par les gouvernements.

En revanche, il est encourageant de constater que, dans presque tous les pays, la compassion des citoyens est plus forte que celle de leur gouvernement. Dans une enquête de l'organisation Tent Foundation réalisée dans dix pays, 73 % des personnes interrogées reconnaissent qu'elles ont la responsabilité d'accepter des réfugiés.

La CSI adresse une requête aux Nations Unies, au G7 et au G20 pour soutenir le droit de vivre et de travailler en lieu sûr pour tous les migrants. Dans cette perspective, il est indispensable de mettre au point une stratégie mondiale de réinstallation reposant sur la coopération, de prévoir les fonds mondiaux nécessaires à la protection sociale ainsi que des infrastructures adaptées qui répondent aux besoins des réfugiés dans les pays d'accueil.

La répartition des réfugiés est essentielle afin de ne pas créer de zones qui risquent de devenir rapidement des zones de non-droit.

Cette solidarité qui accorde de l'importance à la vie humaine fait cruellement défaut, et la montée de la xénophobie au sein du monde politique est inquiétante. Entretenir la peur à l'égard des nouveaux arrivants parce qu'ils représenteraient une menace pour l'emploi local trahit un manque de clairvoyance ; il faut au contraire agir pour garantir l'égalité de traitement sur le lieu de travail et établir un programme sérieux pour améliorer les infrastructures, développer l'emploi et créer de la croissance afin de proposer un avenir meilleur et des opportunités pour tous.

Tandis que des gouvernements, partout dans le monde, cherchent à éviter la responsabilité d'accueillir des réfugiés, les syndicats disent aux réfugiés qu'ils sont les bienvenus.

Chaque pays démocratique peut faire mieux pour offrir un lieu sûr aux personnes en danger, mais encore faut-il que nos dirigeants agissent pour faire cesser les conflits et les déplacements de populations. Quand nous déclarons que les réfugiés sont les bienvenus, nous sommes bien conscients du fait que la plupart d'entre eux veulent la paix et la sécurité dans leur propre pays. Un effort mondial urgent pour arrêter les bombardements et assurer la démocratie en Syrie et dans les pays voisins est nécessaire, depuis longtemps.

Sharan Burrow
Secrétaire générale de la CSI

Luca Visentini
Secrétaire général de la CES



Recommandations des syndicats, des entreprises et de la société civile pour faire face à la crise des réfugiés

Les syndicats sont consternés par le manque d'action collective pour réagir à la crise mondiale des réfugiés.

Lors du Sommet du G20 de 2015, le groupe syndical 20 (L20), le groupe des affaires Business 20 (B20) et le groupe de la société civile 20 ont fait part de leur volonté conjointe d'agir face à la crise des réfugiés en demandant aux pays du G20 de prendre des mesures politiques concrètes visant à :

- accroître le financement pour répondre aux besoins des réfugiés et leur offrir des protections sociales dans les pays d'accueil ;
- reconnaître le droit des réfugiés de travailler dans l'économie formelle, dans le respect des droits du travail et des droits sociaux, politiques et culturels, y compris la liberté syndicale, et adopter des mesures permettant de concrétiser ces droits ;
- contribuer aux efforts mondiaux visant à élaborer une stratégie commune pour réinstaller les personnes contraintes de partir vers les pays voisins ;
- admettre que les réfugiés peuvent apporter des compétences et des revenus aux pays d'accueil, et soutenir des investissements qui dynamisent la croissance économique et la création d'emplois, au profit des réfugiés comme des populations des pays d'accueil ;
- reconnaître que les raisons des déplacements de masse sont souvent interdépendantes, leur origine se trouvant aussi bien dans la violence et le conflit armé que dans le manque de travail décent, et qu'une réponse efficace doit viser à lutter contre les causes profondes de la migration forcée, en plus de satisfaire les besoins qui en découlent du point de vue humanitaire et au niveau de la réinstallation et de l'intégration ;
- soutenir un effort mondial urgent pour mettre fin aux bombardements et garantir la démocratie en Syrie et dans les pays environnants.

Yusuf, ouvrier du bâtiment, Cappadoce, Turquie

Réfugié syrien, marié, 20 ans

Ce sont les bombardements qui m'ont fait partir. Il y a un an, je suis parti avec ma mère. Mon père et mon frère sont morts à cause de la guerre. J'avais un ami ici qui m'a dit que je pourrais trouver du travail.

C'est un bon emploi. Les gens sont gentils. Ici, les gens travaillent.

En Syrie, il n'y a pas de travail à cause de la guerre. Tous les Syriens sont frères mais nous sommes en guerre.

Chaque jour, entre 200 et 300 personnes arrivent en Turquie. Assad doit s'en aller. C'est lui qui envoie les bombes. Il n'est pas humain.

Les bombes mesurent un mètre sur un mètre cinquante. Il y a des petits morceaux de fer à l'intérieur.



Hussein, ouvrier agricole au ranch Cemel, Cappadoce, Turquie

Réfugié syrien, 14 ans

Alep me manque. Ma mère dit que les deux camps sont responsables de la guerre. Personne d'autre. Mais je rentrerai chez moi quand je pourrai.

J'avais des chevaux en Syrie, mais ma maison a été démolie. Mon père est mort, mais c'était avant la guerre.

Pour arriver ici, j'ai pris un bus avec ma mère, ma petite sœur, mon oncle, ma tante et leur bébé. Nous avons mis une journée.

C'était il y a un an. Je suis allé à l'école pendant cinq ans à Alep, mais je ne sais ni lire ni écrire. Avant qu'on parte, je réparais des machines à laver et ce genre de choses.

Ici, au ranch, je m'occupe des chevaux, je leur donne à manger et je les nettoie. Je sais monter à cheval. J'apprends le turc mais je ne vais pas à l'école. Ils ont essayé de m'envoyer à l'école mais je veux travailler avec les chevaux.

Je suis le seul à travailler, ma sœur n'a que dix ans. Je m'occupe de ma famille. Je ne sais pas si nous avons des aides, ma mère le sait peut-être, mais moi je ne suis qu'un enfant.

Nous habitons dans une maison avec quatre ou cinq autres familles. Il y a à peu près 200 personnes par ici qui viennent de Syrie.



Quelques chiffres sur la crise des réfugiés

Europe

Plus de 100.000 personnes sont arrivées en Grèce et en Italie au cours des seuls mois de janvier et février 2016 ; ce nombre est nettement supérieur à celui de la même période en 2015.

En moyenne, 2000 nouveaux migrants sont enregistrés chaque jour en Grèce.

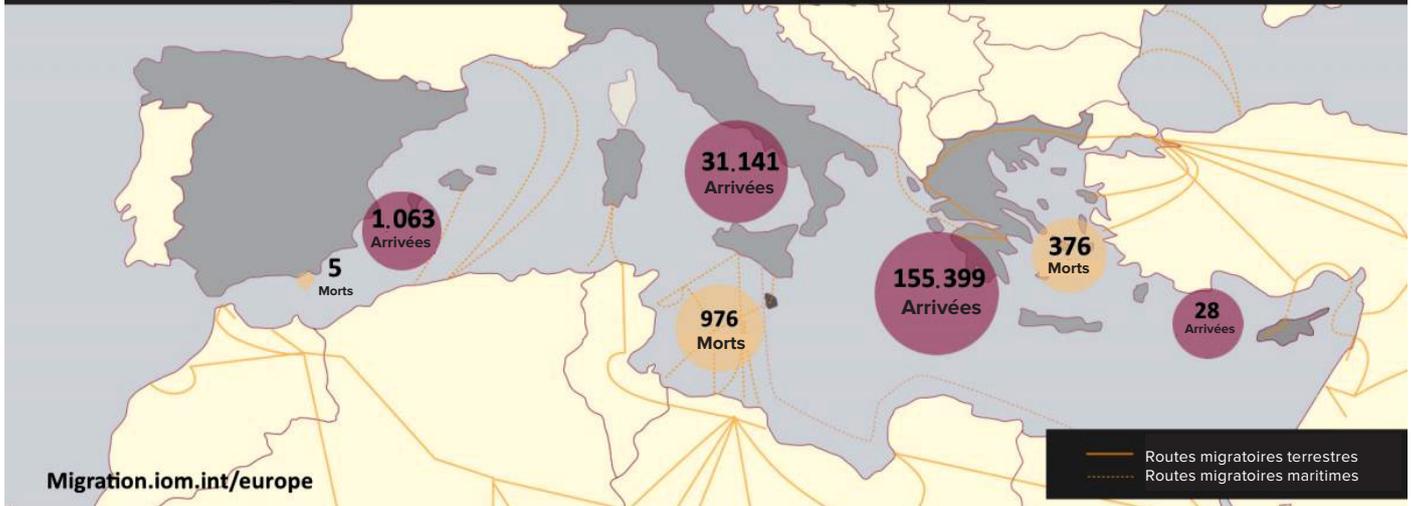
Plusieurs pays européens ont pris des mesures de contrôle aux frontières pour empêcher les personnes de passer et, par conséquent, des milliers de migrants sont bloqués sur place.

Sur plus d'un million de réfugiés et de migrants arrivés en UE en 2015, 48 % sont originaires de Syrie.

1.011.712
ARRIVÉES EN 2015

187.631 ARRIVÉES PAR MER EN 2016
1.357 MORTS/DISPARUS

PUBLIÉ 10:00 CET 10 MAI 2016
DONNÉES POUR LES ARRIVÉES PAR MER LE 15 MAI
DONNÉES POUR L'ESPAGNE AU 31 MARS



Luca Visentini, secrétaire général de la CES

« La CES dénonce le blocage créé par les gouvernements, qui vont dans le sens des minorités xénophobes dont l'attitude plonge les sociétés de l'UE dans la peur et rend tout progrès +impossible. Le mouvement syndical ne tolère aucune forme de discrimination ou de xénophobie susceptible de discréditer les valeurs européennes de nos sociétés.

Une totale égalité de traitement sur le marché du travail et un accès égal aux services sociaux pour les travailleurs locaux et pour les migrants, ainsi que des opportunités de travail de qualité pour tous, constituent la base même d'une intégration et d'une inclusion juste des réfugiés ».

La CES organise une conférence à Rome le 15 juin pour plaider en faveur de l'égalité de traitement et de l'intégration des réfugiés. Plus de 250 participants sont attendus ; le Premier ministre italien Matteo Renzi et le commissaire européen à la Migration et aux Affaires intérieures Dimitris Avramopoulos ont été invités.



Dans le monde

Au niveau mondial, 86 % des réfugiés séjournent dans des pays en développement.

Au niveau mondial, 50 % des réfugiés étaient des enfants en 2014.

De nouveaux chiffres communiqués par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés révèlent que, fin 2014, près de 60 millions de personnes avaient été déplacées hors de chez elles, la moitié étant des enfants.

Après cinq années de guerre civile, la Syrie est le premier pays d'origine des personnes qui cherchent à se réfugier dans les pays voisins, à savoir la Turquie, l'Irak, la Jordanie et le Liban, ainsi que dans les pays de l'UE.

Au moins 250.000 enfants vivent dans des villes violemment assiégées dans des zones du pays qui sont devenues de véritables prisons à ciel ouvert.

En Syrie, la moitié des habitants ont été obligés de quitter leur foyer : 6,6 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et 4,7 millions de réfugiés cherchent la sécurité et l'assistance dans les pays limitrophes et, de plus en plus fréquemment, en Europe.

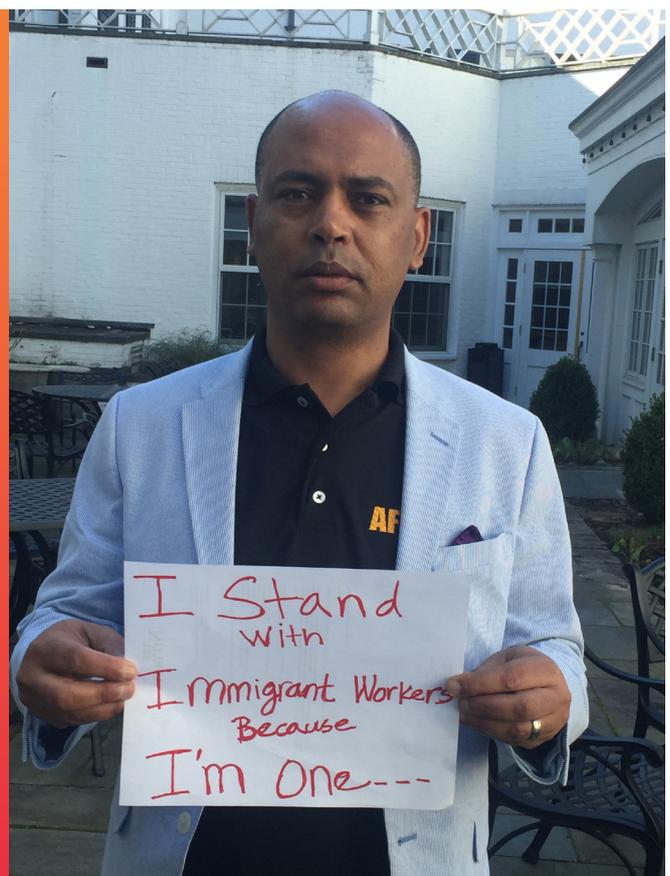
Officiellement, le Liban accueille près de 1,2 million de réfugiés, mais les chiffres non officiels estiment qu'ils sont plus de 1,5 million. Les réfugiés syriens au Liban sont extrêmement vulnérables à l'exploitation et au travail forcé.

Pratiquement 14 millions de personnes ont été nouvellement déplacées en 2014. La Turquie, l'Iran et le Pakistan accueillent le plus grand nombre de réfugiés.

Un réfugié sur quatre vit dans un pays en développement autre que son pays d'origine.

Tefere Gebre, vice-président exécutif de l'AFL-CIO

« Les réfugiés sont des personnes comme moi ; je tiens à vous demander de rejeter absolument la crainte, les politiques xénophobes, les politiques islamophobes, et d'accueillir les réfugiés comme moi à bras ouverts, chez vous, dans votre pays, dans vos collectivités ».



Les syndicats et les réfugiés

En Europe et dans le monde, les syndicats sont les premiers à accueillir les réfugiés, à leur assurer un lieu sûr et à les intégrer à la main-d'œuvre. Les syndicats ouvrent leurs établissements résidentiels pour installer des réfugiés et organisent l'approvisionnement en denrées alimentaires et autres produits de première nécessité pour aider les nouveaux arrivants à se nourrir et à se vêtir. Ils mobilisent leurs membres en mettant en place des activités locales pour soutenir les réfugiés, apportent leur aide aux frontières et figurent au premier plan des mobilisations publiques de solidarité et des grèves lorsque les réfugiés sont exploités au travail. Ils aident les réfugiés sans papiers, et certifient notamment leur statut de travailleur en leur fournissant une carte d'adhérent syndical. Ils militent pour que des milliers de personnes puissent obtenir des papiers, le titre de résident permanent et des emplois décents. Par ailleurs, les syndicats négocient avec les employeurs et les gouvernements pour conclure des accords tripartites visant à intégrer les réfugiés à la main-d'œuvre. Avec leur syndicat, les travailleurs ordinaires montrent que, même lorsque les gouvernements n'assument pas leurs responsabilités, la solidarité et la compassion contribuent à combler les lacunes de l'indifférence officielle.

Conclusion

Les gouvernements n'ont pas réussi à faire face aux vagues de migration économique en provenance d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, ni à accueillir les demandeurs d'asile qui fuyaient le conflit et l'oppression; aujourd'hui, une nouvelle vague de réfugiés, du fait de la guerre en Syrie, fait apparaître de profonds clivages entre les nations.

L'Allemagne et la Suède se distinguent par le soutien à l'humanité, mais en Europe et sur d'autres continents nous assistons à un manque de générosité et au refus d'accepter davantage de migrants alors qu'il est prouvé économiquement que l'asile ne coûte rien à long terme et que la migration génère un bénéfice net en termes d'emploi.

En réalité, il n'est plus possible de distinguer ou de catégoriser les migrants qui recherchent la sécurité dans un autre pays. Tout le monde doit bénéficier des mêmes droits.

Les droits sont des garanties vitales, notamment le droit de travailler, qui arrive en priorité, et le droit à la protection sociale, aussi bien pour les individus que pour les collectivités des pays d'accueil, car ils permettent de bénéficier des avantages économiques

générés par les migrants et d'assurer une stabilité sociale qui favorise le développement.

La solidarité et le soutien en faveur à la fois d'un lieu sûr et de la protection sociale doivent également être accessibles aux économies en développement qui s'efforcent de surmonter l'arrivée de millions de personnes supplémentaires sur leur sol. Les nations du G20 doivent agir en chef de file à cet égard.

La valeur de la vie humaine doit triompher de la peur et de la xénophobie. Les syndicats ont un rôle primordial à jouer pour lutter contre ces obstacles, contre les frontières militaires et les réactions insensibles vis-à-vis de la mort des migrants. La confiance des syndicats dans la solidarité et la dignité du travail décent est essentielle pour offrir à tous un avenir qui n'exclut personne.

Les syndicats militent pour que les réfugiés vivent en lieu sûr et accèdent au travail décent. Nous rendons hommage à tous ces membres syndicaux, à leur famille et à leur entourage pour avoir ouvert leur cœur, et nous invitons tout le monde à suivre leur exemple, notamment le 20 juin, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés.